

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 SAINT-ÉTIENNE

SAINT-ÉTIENNE, le 30/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DE SAVY SA**

Lieu-dit Savie  
42330 Chambœuf

Références : UID4243 MEA 023 0336  
Code AIOT : 0006101298

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement CARRIERES DE SAVY SA implanté au lieu-dit Savie 42330 Chambœuf. L'inspection a été annoncée le 12/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIÈRES DE SAVY SA
- Savie 42330 Chambœuf
- Code AIOT : 0006101298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrières de Savy exploite une carrière de roche dure (granite et gneiss) sur les communes de Saint-Médard-en-Forez et de Chamboeuf. Elle produit des granulats destinés au secteur du BTP,

notamment sur les chantiers de terrassement et des blocs d'enrochement (aménagement paysager).

La carrière a été autorisée en dernier lieu par un arrêté préfectoral du 5/02/2015 pour une durée de 12 ans.

Suite à une plainte, une inspection a été réalisée le 2 mai 2022 et a été suivi d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 7 juin 2022.

Les deux dernières inspections réalisées en décembre 2022 et octobre 2023 n'ont pas permis de lever toutes les non-conformités.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Sécurité	AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1	/	Astreinte	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 3 octobre 2023, l'exploitant a proposé un nouveau projet d'aménagement permettant de rétablir le profil topographique d'origine du talus. Les travaux prévus peuvent être réalisés dans un délai maximal de 3 mois selon l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Distance limite
<b>Prescription contrôlée :</b> De respecter sous 6 mois: 1°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la route au niveau de la parcelle cadastrée 23.  2°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la limite d'autorisation au niveau des parcelles 1108 et 1658 par acquisition foncière. A défaut, et en justifiant l'impossibilité de l'acquisition foncière, l'exploitant fera réaliser une étude géotechnique par un organisme compétent qui devra intégrer :

- une étude de la stabilité des fronts à long terme, dans le cadre du réaménagement du site,
- une étude des conséquences de l'extraction au pied des fronts au niveau de la parcelle 1108,
- le cas échéant, les préconisations à mettre en œuvre pour assurer la stabilité à long terme et pour la poursuite de l'extraction sur la parcelle 1108.

Article 22 de l'AP du 5 février 2015:

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

**Constats :**

Lors de cette inspection, un point a été fait sur les dispositions prises concernant la restitution de la bande de sécurité le long de la route.

Ce jour était présente l'entreprise de terrassement en charge des travaux. Elle avait déjà pris les repères à 10 mètres et relevé les niveaux par rapport à la route.

L'exploitant a présenté son projet d'aménagement avec, à l'appui, 7 coupes portant les informations suivantes :

- le profil initial du talus (profil à fin 2020),
- le profil actuel (après les premiers travaux jugés insuffisants)
- le profil du projet.

Ces coupes ont été améliorées suite à l'inspection et transmises par courriel du 26/10/2023.

Elles portent les informations supplémentaires suivantes :

- le profil du talus en 2015 (année d'autorisation) : ce profil suit celui de fin 2020 ;
- des côtes de référence (altitude de la voie existante, altitude actuelle en limite des 10 mètres, altitude du projet proposé)
- les pentes du talus et les pentes effectives de stabilité de l'infrastructure.

L'exploitant propose les travaux suivants :

- le réhaussement de l'enrochement existant sur environ 1,6 mètres,
- la création d'un enrochement supplémentaire sur environ 9 mètres de long et variant entre 2,5 et 4,2 mètres de hauteur.

Ces travaux permettront de réduire la pente du talus et de restituer le profil topographique initial.

A noter que ce nouvel enrochement, comme celui déjà existant, doit être ancré dans le sol pour assurer une stabilité de long terme.

Par ailleurs, il devra suivre la piste en s'écartant légèrement du talus pour ne pas toucher au rocher en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 60 jours